

Marche arrière

Par [JFB](#) le mer 09/05/2012 - 03:00

La Banque centrale

L'épisode ouvert par l'annonce de mesures touchant le fonctionnement de la Banque centrale de Hongrie semble prendre fin, à la grande satisfaction de la Commission européenne.

Plus précisément, le gouvernement avait pour intention de faire fusionner la Banque centrale avec l'Autorité de surveillance du secteur financier, ce qui aurait conduit à introduire plus de considérations politiques dans les organes de décision de la Banque centrale. Une mesure inenvisageable selon Bruxelles, au regard des canons européens auxquels sont censés se soumettre les Etats membres. Aussi, M. Orbán voulait-il accentuer la présence de ses hommes au sein du Conseil monétaire de la Banque centrale, afin de pouvoir décider de la fixation du taux d'intérêt, qui est le sujet majeur de discordance entre la MNB et le gouvernement. Cette dernière mesure n'aurait pas tout bonnement eu l'effet de concrétiser des volontés exprimées dans la nouvelle Loi fondamentale, entrée en vigueur le 1er janvier 2012. Dès lors, le gouvernement avait déjà prévu d'augmenter les nominations à caractère politique au sein du Conseil monétaire. Et de ce fait, surtout d'octroyer au Président de la Hongrie le droit de dissoudre le Parlement sur demande du conseil, en cas de différends sur le vote du budget annuel.

Tout ceci témoigne, selon la Commission européenne et le parti principal d'opposition au Parlement, d'une volonté de mettre la main sur la Banque centrale et, par la même occasion, de remettre en cause son indépendance. En effet, cette indépendance de la Banque centrale et des banques centrales hors de la zone euro, forme un compromis au sein de l'Union européenne. C'est en ce sens que la Hongrie fut contrainte de faire marche arrière pour éviter de franchir une étape de plus, dans son processus d'isolement au sein de l'Union européenne. D'un point de vue interne, l'opposition principale au gouvernement Orbán, dénonce une atteinte au principe de

l'autonomie de l'économie, devant se jouer sans la moindre intervention ou tutelle de l'Etat. Si l'entreprise du gouvernement a échoué, c'est essentiellement pour deux raisons. En premier lieu, du fait que la mesure a été pompeusement vendue comme le symbole d'un patriotisme économique - alors qu'elle aurait davantage gagné à être plus amplement expliquée comme une nécessité de maîtriser les taux d'intérêts. En second lieu, la Hongrie ne pourra rien sur ce terrain, tant que règnera ce consensus en Europe, qui veut que la Banque centrale soit à la merci des banques privées. Cette situation provoque donc une flambée des taux d'intérêts, ainsi qu'un chantage, en ce sens, exercé sur les Etats européens non membres de la zone euro.

Yann Caspar

•
Catégorie
Agenda Culturel